

## Refonte de la planification à France 24 : pourquoi la CGT est contre

### Sous-effectifs : un record insupportable

Vous êtes épuisés ? En surcharge de travail ? Sur-sollicités, parfois en dernière minute, pour remplacer des collègues ? Vous avez l'impression de voir plus de rediffusions ou de grilles allégées faute d'effectifs suffisants ?

Que vous soyez salariés en CDI ou rémunérés à la pige : les données ne font que confirmer votre vécu.

Par exemple, sur le seul périmètre franco + anglo (rédacteur, présentateur, AE, CE, Deskeurs), il manquerait toujours, après la réforme, environ 30 personnes pour combler le déficit structurel de personnel.

Parce qu'elle ne résoudra pas le manque criant d'effectifs à France 24, la réforme ne vous soulagera pas.

### Travailler plus

Contrairement à ce qu'affirme la direction, les jours travaillés ne se limiteront pas au lundi-jeudi ou au vendredi-samedi-dimanche (VSD).

**Dans la réalité, le groupe "semaine journée" devra travailler 9 jours de plus par an en VSD. Le groupe "week-end" un jour supplémentaire tous les 15 jours, en semaine.**

La direction se constitue ainsi un vivier de personnel de remplacement. La soi-disant simplification de la planification vire déjà au bricolage, au détriment du salarié et de l'organisation de la chaîne.

### Des vacances supprimées

Comme si ce n'était pas suffisant, la direction supprime discrètement des vacances :

- Desk franco 14h-22h
- Desk matinale anglo
- le vendredi : 2 chroniqueur.ses éco + 1 assistant.e édition éco + 2 deskeurs éco
- Chef.fe d'édition Élément Terre
- Rédacteur arabo web (non-remplacement du rédacteur nommé REM)
- 2 reporters franco (la direction n'a pas confirmé qu'elle remplacerait ceux nommés rédacteur.trice en chef)
- 2 vacances rédacteur mag franco par semaine

**La CGT anticipe au moins trois conséquences directes : une augmentation de la charge de travail pour les CDI, une baisse de la qualité et de l'ambition éditoriale, ainsi qu'une baisse d'activité pour les pigistes. La direction croit les rassurer en évoquant "un gâteau de piges plus petit, mais divisé entre moins de pigistes". Mais du "gâteau", il ne restera que des miettes.**

### Pas de scénario alternatif

La direction passe en force, après un simulacre de dialogue avec les salariés qui n'a abouti sur aucune avancée importante.

**Elle refuse de proposer des scénarios alternatifs, contre l'avis des experts.** Par exemple, de nouveaux cycles en rotation horaire, qui seraient moins nocifs pour la santé, où les shifts pénibles seraient plus équitablement répartis entre les salariés.

La CGT, elle, réclame depuis des années une organisation par pôles de spécialités, pour construire une expertise au service de l'information et permettre une évolution de carrière aux journalistes.

### Les grands oubliés de la réforme

**La réforme exclut les équipes de nuit, pourtant particulièrement touchées par la pénibilité au travail. Aucun aménagement de leur cycle, aucun allègement de leur charge ne sont prévus.**

Les personnels non journalistes n'ont pas non plus été pris en compte, ni directement informés par la direction. La réforme, pourtant, aurait des conséquences importantes pour la DTSI, les maquilleur.ses, les technicien.nes de régie, les monteur.ses, etc.

Certains personnels restent invisibles pour la direction.

### Des intentions dissimulées

**Faire travailler plus, supprimer des vacances et des programmes... pour la CGT, l'objectif de la réforme n'est pas d'améliorer le bien-être des salariés, encore moins d'insuffler plus de justice et de transparence dans le fonctionnement de la rédaction. En cela, elle ne répond pas du tout aux revendications de la grève de 2021.**

Nous y lisons un autre objectif, que la direction devrait assumer : « optimiser » la masse salariale pour répondre aux contraintes budgétaires.

Pour rappel : Les organisations syndicales représentatives de France Médias Monde (CFDT, CFTC, CGT, FO, SNJ) ont déposé un préavis de grève à durée indéterminée qui débutera le mardi 10 octobre, à 20h00, pour permettre aux salarié.e.s de se mobiliser pour obtenir le report de la consultation du CSE du jeudi 12 octobre portant sur la refonte de la planification à France 24 et la suspension du projet le temps de permettre d'éclaircir les nombreuses questions en suspens et débattre de différentes options.